



NOTE DES AUTORITES FRANÇAISES

OBJET : Rapport faisant état du bilan des actions en faveur des biocarburants en France au cours de l'année 2007.

Ref. : Directive 2003/30/CE visant à promouvoir l'utilisation des biocarburants.

Les autorités françaises ont l'honneur de transmettre à la Commission européenne le rapport de la France prévu à l'article 4-1 de la directive 2003/30/CE susvisée.

1. Une politique française ambitieuse

La France a encouragé depuis plus de dix ans une utilisation des biocarburants sous une forme banalisée, en les incorporant dans les carburants ou le fioul domestique, sans que l'utilisateur ait besoin de modifier le réglage de son moteur.

Pour cela, les deux filières, éthanol agricole pour les essences et huiles végétales pour le gazole, ont développé des produits élaborés dont les caractéristiques se rapprochent de celles des carburants ou du fioul domestique auxquels ils peuvent être mélangés :

- l'ETBE (Ethyl Tertio Butyl Ether), fabriqué à partir d'éthanol agricole (blé ou betterave) peut être incorporé dans les essences à hauteur de 15% en volume,
- l'éthanol pur peut être incorporé directement dans l'essence jusqu'à 5 % en volume,
- l'EMHV (Ester méthylique d'huile végétale) fabriqué à partir d'huile de colza ou de tournesol peut être incorporé dans les gazoles à hauteur de 5% en volume jusqu'au 31 décembre 2007 et 7% en volume à partir du 1^{er} janvier 2008¹.

1.1. Le Plan biocarburants français

Après les annonces de 2004 permettant d'atteindre les objectifs indicatifs de la directive 2003/30/CE, le Premier Ministre a présenté le 13 septembre 2005 des mesures ambitieuses afin d'encourager la production de biocarburants et d'en accélérer le développement. Ainsi l'objectif d'incorporation de 5,75%_{PCI} de biocarburants dans les carburants, initialement prévu pour 2010 par la Directive 2003/30/CE, est avancé à 2008 et il est porté à 7%_{PCI} en 2010.

Ces objectifs ont été repris dans la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique de la France (modifiée par la loi n° 2006-11 du 5 janvier

¹ Arrêté du 27 avril 2007 modifiant les caractéristiques du gazole et du gazole grand froid (Journal Officiel du 11 mai 2007).

2006 d'orientation agricole) qui fixe comme axe de développement des biocarburants les objectifs de 5,75%_{PCI} en 2008 et 7%_{PCI} en 2010 et l'objectif indicatif de 10 %_{PCI} en 2015.

Objectifs annuels d'incorporation de biocarburants en France :

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Objectifs	1,20 % _{PCI}	1,75 % _{PCI}	3,50 % _{PCI}	5,75 % _{PCI}	6,25 % _{PCI}	7,00 % _{PCI}

1.2. Bilan environnemental des biocarburants

Toutefois, comme l'ont montré les débats lors du Grenelle de l'environnement, les biocarburants doivent faire la preuve de leur performance énergétique et environnementale. Un groupe de travail a donc été mis en place, comprenant notamment l'institut français du pétrole (IFP), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ainsi que les services de l'Etat compétents afin de réaliser une analyse critique et une actualisation des études existantes portant sur les bilans énergétiques et environnementaux des biocarburants de première génération.

Simultanément, le Président de la République a précisé que la politique de soutien aux biocarburants devait être poursuivie sans remettre en cause les engagements pris tout en indiquant que la priorité devait être donnée à l'amélioration des bilans énergétiques et environnementaux, notamment à travers le développement des biocarburants de deuxième génération, qui permettront de valoriser des matières premières plus diversifiées et de limiter la concurrence avec les productions à des fins alimentaires.

C'est à l'issue de ces travaux, et en prenant en compte les autres composantes de la politique française de soutien en faveur des biocarburants comme la valorisation de notre potentiel agricole ou leur contribution à notre indépendance énergétique, que devront être examinés les paramètres du plan biocarburants français.

1.3. La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)²

Afin d'inciter à l'incorporation des biocarburants dans le gazole et les essences, les opérateurs (raffineurs, grandes surfaces et indépendants) qui mettent à la consommation des carburants contenant une proportion de biocarburants inférieure aux objectifs nationaux d'incorporation prévus doivent acquitter, depuis la loi de finances pour 2005 (article 32), un prélèvement supplémentaire de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP). Son taux est diminué de la part de biocarburants mis sur le marché en % PCI, et ce pour le supercarburant d'une part et le gazole de l'autre. Le montant de cette TGAP est très fortement incitatif.

1.4. La défiscalisation

Afin d'atteindre ces objectifs ambitieux, le gouvernement a maintenu le système fiscal d'exonération partielle de la taxe intérieure de consommation (TIC) qui permet de compenser le surcoût de fabrication des biocarburants par rapport aux carburants d'origine fossile. Cette défiscalisation est accordée aux biocarburants produits par des unités ayant reçu un agrément après appel d'offre publié au Journal officiel de l'Union européenne. Les montants sont ajustés chaque année en loi de finances pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques

² La TGAP n'est pas appliquée outre-mer compte tenu notamment de la très faible possibilité de produire actuellement des biocarburants dans ces territoires.

L'évolution des montants de défiscalisation, fixés en loi de finances figure ci-dessous :

	Filière gazole ³			Filière essence	
	EMHV	Biodiesel de synthèse	EEHV	Ethanol ⁴	ETBE ⁵
2004	33 €/hl	-	-	37 €/hl	38 €/hl
2005	33 €/hl	-	-	37 €/hl	38 €/hl
2006	25 €/hl	25 €/hl	30 €/hl	33 €/hl	33 €/hl
2007	25€/hl	25€/hl	30€/hl	33€/hl	33€/hl
2008	22€/hl	22 €/hl	27 €/hl	27€/hl	27€/hl

Le montant total de l'exonération fiscale dont ont bénéficié les biocarburants est résumé dans le tableau ci-dessous :

2005	2006	2007
196 M€	260 M€	500 M€

En 2006, des agréments complémentaires ont été accordés afin de permettre l'atteinte des objectifs d'incorporation de biocarburants jusqu'en 2010.

Le tableau suivant indique les quantités totales agréées donnant droit à défiscalisation pour les trois filières présentes en France :

<i>kTonnes</i>	EMHV	ETBE⁶	Ethanol
2004	401	99	12
2005	417	130	72
2006	677	169	137
2007	1 343	224	337
2008	2 478	224	717
2009	2 728	224	867
2010	3 148	224	867

2. Carburants à haute teneur en biocarburants

2.1. Le superéthanol (E85)⁷

Le gouvernement a souhaité permettre à chaque consommateur de faire le choix d'un carburant fossile ou d'un biocarburant presque pur d'ici la fin de la décennie. Il s'agit de la filière superéthanol – E85, un carburant composé en majorité de bioéthanol.

³ Les nouveaux biocarburants, le biogazole de synthèse, les EMHA (Esters Méthyliques d'Huile Animales) et les EEHV (Esters Ethyliques d'Huile Végétale), sont comptabilisés au titre de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP).

⁴ En 2004, pour la première année, l'éthanol incorporé directement dans l'essence a bénéficié d'une défiscalisation.

⁵ L'ETBE contient 47% en volume d'éthanol, cette partie peut bénéficier de la défiscalisation.

⁶ Seul est pris en compte l'éthanol ayant servi à la production de l'ETBE ; la partie fossile ne bénéficie pas de défiscalisation.

⁷ Carburant contenant entre 65%_v et 85%_v d'éthanol selon la saison.

Toutes les conditions ont été mises en place afin d'autoriser la vente du superéthanol sur l'ensemble du territoire pour les professionnels et les particuliers dès le 1^{er} janvier 2007. Ainsi le superéthanol bénéficie d'une fiscalité avantageuse de 28,33 €/hl (contre 33,43€/hl en 2007) qui permet actuellement de le vendre à un prix de 0,80 à 0,85€/l. L'article 65 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007, modifie la taxe intérieure de consommation (TIC) du superéthanol – E85, ainsi l'avantage fiscal reste constant malgré la diminution de la défiscalisation du bioéthanol.

Enfin, pour faciliter et accélérer le développement de cette filière des mesures fiscales favorables ont été adoptées en tenant compte de l'intérêt en termes d'environnement et d'indépendance énergétique du superéthanol : octroi d'une faculté d'amortissement exceptionnel sur 12 mois, réduction de la taxe sur les véhicules de sociétés pendant huit trimestres et exonération de 50 % de la taxe additionnelle aux certificats d'immatriculation.

A ce jour, plus de 250 stations services commercialisent ce carburant. Cette filière est aujourd'hui dans une phase de démarrage et de montée en puissance. Par ailleurs, des investissements importants sont en cours de réalisation dans les dépôts pétroliers et dans les stations-service.

2.2. Gazole B30 et HVP (huiles végétales pures)

Le gazole B30, un gazole contenant 30% en volume d'EMHV (Ester Méthylique d'Huile Végétale) est autorisé pour les flottes captives disposant d'une logistique carburant dédiée. Ce carburant n'est pas disponible à la vente au grand public, dans la mesure où il n'est pas compatible avec les moteurs de nombreux véhicules diesel déjà mis en circulation en Europe. Ce nouveau carburant est en cours de normalisation par le Bureau de Normalisation du Pétrole (BNPé).

L'article 49 de la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole autorise l'utilisation, comme carburant agricole, de l'huile végétale pure par les exploitants ayant produit les plantes dont l'huile est issue pour une période expérimentale d'un an. A partir de 2007, ce carburant a été autorisé à la vente en tant que carburant agricole.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, toutes les collectivités locales qui en feront la demande pourront expérimenter des huiles végétales pures (HVP), en mélange ou à 100%, dans leurs véhicules non destinés au transport en commun. Elles devront toutefois pour cela signer avec l'Etat un protocole précisant notamment les obligations de suivi des véhicules et de contrôles réguliers qui seront demandées aux utilisateurs. En effet, l'utilisation des HVP suscite beaucoup de réserves de la part des constructeurs de véhicules automobiles et de machines agricoles dont la plupart refusent de donner leur garantie à son usage.

3. Consommation de carburants et de biocarburants en France en 2006

L'évolution de la consommation française de biocarburants figure ci-dessous :

<i>kTonnes</i>	EMHV	ETBE⁸	Ethanol
2006	631	217	14
2007	1 300	382	44

⁸ Quantités indiquées en tonnes d'ETBE, mais seul est pris en compte l'éthanol intervenu dans la production de l'ETBE ; la partie fossile ne bénéficie pas de défiscalisation.

On constate une augmentation significative de la consommation totale de biocarburants durant l'année 2006 et cette augmentation est constatée pour les trois filières.

L'évolution des pourcentages effectifs d'incorporation de biocarburants dans l'essence et le gazole figure ci-dessous :

% <i>PCI</i>	Filière essence	Filière gazole	Incorporation totale
2006	1,75 %	1,77 %	1,77 %
2007	3,35 %	3,63 %	3,57 %

Ces résultats sont basés sur une consommation de 31 253 kt de gazole et de 9 849 kt d'essence en France pour l'année 2007.

4. Ressources nationales affectées à la production de biomasse à des fins énergétiques autres que le transport.

La valorisation énergétique de la biomasse doit permettre de contribuer aux objectifs ambitieux établis par la loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique en matière de développement des énergies renouvelables d'ici 2010, à savoir, outre les carburants pour les transports :

- une augmentation de la part de la production d'électricité d'origine renouvelable à hauteur de 21% de la consommation intérieure d'électricité ;
- une augmentation de 50 % de la production de la chaleur renouvelable.

En 2007, la biomasse (y compris incinération de déchets et biogaz) contribuait pour 4,1 TWh à la production d'électricité et 9,1 Mtep à la production de chaleur.

Les principaux mécanismes de soutien actuellement en place sont les suivants :

- L'obligation d'achat de l'électricité produite par les installations valorisant la biomasse pour des puissances inférieures à 12 MW.
- Deux appels d'offres biomasse ont été lancés, l'un en 2003 et l'autre en 2006. L'ensemble des projets retenus dans le cadre de ces deux appels d'offres représentent une puissance de plus de 400 MW.
- Des aides à l'investissement pour des chaufferies bois collectives, attribuées par l'ADEME dans le cadre de son plan Bois – Energie.
- Un crédit d'impôt incitatif pour les particuliers faisant l'acquisition, pour leur résidence principale, d'équipements de production d'énergie renouvelable, parmi lesquels des appareils de chauffage au bois.